

Nous devons continuer d'appuyer l'industrie agricole, le pivot de l'économie dans de nombreuses régions du Canada. La proclamation récente de l'ALENA et les modifications qui découleront de l'accord du GATT ont vivement inquiété les agriculteurs canadiens dernièrement. Il est très important que le gouvernement continue d'épauler notre industrie agricole avec tous les moyens à sa disposition.

[Français]

On peut facilement constater que les Canadiens et les Canadiennes ont l'impression qu'ils paient beaucoup trop de taxes et que leur argent est gaspillé à tous les paliers de gouvernement. Le rapport du vérificateur général, qui fut déposé à la Chambre la semaine dernière, ne fait rien pour apaiser ces inquiétudes.

Les gens espèrent que notre nouveau gouvernement va améliorer les choses: il ne faut surtout pas les laisser tomber. Déjà, on sent que le gouvernement tente de régler les problèmes de chevauchements avec les provinces et qu'il veut mettre fin à la TPS.

• (1820)

Cependant, il n'est pas suffisant de faire quelques modifications ici et là. Les Canadiens et les Canadiennes s'attendent à un examen complet du système de taxation et de ses injustices. Notre gouvernement doit s'assurer que dorénavant nous paierons tous notre juste part de taxes, riches ou pauvres, corporations ou particuliers.

[Traduction]

Les Canadiens exigent des changements importants, mais ils faut savoir également qu'ils n'accepteront pas un affaiblissement de notre important filet de sécurité sociale, et notamment de l'assurance-maladie.

Je suis convaincu que le gouvernement comprend que nous faisons face à un problème de recettes, non à un problème de dépenses.

Il est évident qu'on ne peut résoudre les difficultés financières de notre pays sans d'abord nous attaquer au taux intolérablement élevé du chômage au Canada, de sorte que les victimes de la récession puissent contribuer à l'assiette fiscale. Nous avons besoin de plus de gens qui paient des impôts, et non de gens qui paient plus d'impôt.

Le gouvernement doit également s'attaquer aux sources de pertes de recettes comme l'exonération d'impôt des gains en capital, les règles relatives aux fiducies familiales et les échappatoires fiscales liées aux filiales étrangères de sociétés canadiennes.

Il est évident que nous devons nous attaquer au déficit, mais il faut le faire en augmentant les recettes et en supprimant les dépenses inutiles, non en sabrant dans les programmes sociaux.

La population autochtone du Canada a été négligée beaucoup trop longtemps, et c'est avec un vif enthousiasme que je vois le gouvernement fédéral entamer ses discussions touchant l'autonomie gouvernementale des autochtones. L'issue de ces discussions revêtira une importance particulière pour les membres de la bande des Sauteux de Beausoleil et ceux de la bande indienne de Rama, toutes deux établies dans ma circonscription.

L'Adresse

[Français]

Bien que l'anglais soit la langue d'usage de la majorité des personnes de ma circonscription, il y existe une importante communauté francophone dont la langue et la culture continuent de grandir. Je crois sincèrement que, si le Québec décide de quitter le Canada, la culture et la langue françaises à l'extérieur du Québec seront en grand danger de disparaître. Il y a approximativement un million de francophones à l'extérieur du Québec. Étant un de ces francophones qui ne résident pas au Québec, je suis fier de me considérer Canadien et je n'ai pas peur de dire que le fédéralisme sert bien toutes les régions de ce pays. Je demande donc à nos confrères et consoeurs du Bloc québécois de ne pas nous abandonner.

[Traduction]

Les Canadiens veulent que le gouvernement s'attelle à la tâche pour faire du Canada un pays où il fait encore mieux vivre. Notre travail doit se concentrer sur la création d'emplois et la croissance économique, non sur les disputes constitutionnelles. Nous devons réduire le déficit et la dette.

Il est vrai que nous disposons de moins de ressources avec lesquelles travailler, mais comme l'a dit ma collègue de Mada-waska—Victoria, un gouvernement maigre n'a pas à être un gouvernement mesquin.

En terminant, je m'engage à bien représenter mes électeurs et à travailler dans un esprit de collaboration avec tous les députés à la Chambre pour assurer au pays un gouvernement responsable et qui sache rendre des comptes.

[Français]

M. Jean-Paul Marchand (Québec-Est): Monsieur le Président, j'aimerais remercier de ses propos mon collègue de Simcoe-Nord, que je connais très bien d'ailleurs. Ses propos étaient fort intéressants, mais j'ai accroché sur un élément qu'il a soulevé dans son discours: si le Québec se sépare, dit-il, on assistera à la disparition du français hors Québec. Il sait très bien que la langue française n'est pas très forte hors Québec. La ville qu'il habite actuellement est un exemple parfait de ce qui arrive aux francophones hors Québec, au Canada.

• (1825)

Les droits ne sont pas respectés. Les écoles qui avaient été promises aux francophones ne sont pas accordées. La gestion du système scolaire n'est pas accordée. Il y a plusieurs choses que les francophones hors Québec n'ont pas. L'honorable député est sûrement au courant de tout cela.

J'aimerais terminer sur un commentaire. D'après moi, la raison principale pour laquelle le Québec doit accéder à la souveraineté, c'est justement pour faire en sorte que la culture française survive en Amérique du Nord.

M. DeVillers: Monsieur le Président, je m'attendais à une telle question de la part de l'honorable député de Québec-Est. Je ne peux pas dire que les francophones hors Québec n'éprouvent pas de difficulté à faire respecter leurs droits actuellement, mais à Penetanguishene, dans le comté de Simcoe-Nord, nous avons une école française pour laquelle on s'est battu. On a finalement eu notre école française. Je crois qu'on peut faire respecter nos droits du moment qu'on a la volonté de les faire respecter.